

Perspectives

N°22/284 – 29 septembre 2022

GÉOPOLITIQUE – Le temps des choix, l'heure des choix

Plusieurs événements d'une portée historique, à la fois économiques, politiques ou militaires, sont en train de se combiner pour faire évoluer, d'une façon rapide et parfois inattendue, la carte de puissance relative des États. Si cette évolution est durable, elle pourrait être un point de bifurcation important du scénario géopolitique mondial et de l'environnement stratégique des entreprises, car elle pourrait conduire, à terme, à une nouvelle situation d'équilibre. Mais, pour l'instant, tout est instable, et cette transition peut prendre longtemps. En effet, nous sommes dans une situation de déséquilibre systémique, dont il faut comprendre les ressorts pour ne pas se tromper sur la nature des événements.

Que se passe-t-il ?

La notion de déséquilibre systémique exprime un moment assez précis en géopolitique, fondé sur le constat qu'aucune grande puissance n'est plus capable de stabiliser les relations internationales. Stabilisation ne veut pas dire paix mais une absence de conflit majeur entre grandes puissances, susceptible de déstabiliser l'ensemble du système. Utilisant une métaphore médicale, les géopoliticiens appellent cela un équilibre homéostatique, l'homéostasie étant un processus de régulation de l'organisme vivant par lui-même¹. Dans l'histoire, cette rupture d'équilibre signale un affaiblissement de la puissance hégémonique – aujourd'hui, les États-Unis. Précision importante : cet affaiblissement ne veut pas dire que la puissance dominante est faible. On le voit d'ailleurs parfaitement dans la force du dollar ou la puissance militaire américaine. Mais cela signifie qu'elle est contestée et affaiblie en termes relatifs, ainsi que dans certains domaines ou espaces particuliers de la puissance.

Cette contestation va prendre de multiples formes que l'on retrouve effectivement dans l'actualité internationale. La plus grave est menée par des puissances parfois violemment révisionnistes de l'ordre mondial, Russie en tête. Dans l'introduction de sa thèse sur le Congrès de Vienne, Kissinger invite à réfléchir à la fois à la nature des puissances révisionnistes, mais aussi à ce que leur apparition révèle du moment géopolitique que l'on est en train de vivre. « Chaque fois qu'une puissance dénonce l'oppression que lui paraît incarner l'ordre existant où la manière dont il est légitimé, ses relations avec les autres puissances prennent un tour « révolutionnaire » [...]. Lorsqu'il en est ainsi, il ne s'agit plus d'accidents, dans le cadre du système existant. C'est celui-ci dont le sort va se jouer. [...]. Ce qui est particulier à une puissance révisionniste, c'est que rien ne peut rassurer ses dirigeants [...]. La sécurité absolue à laquelle aspire une puissance révisionniste se solde par l'insécurité absolue de toutes les autres [...]. La puissance révisionniste est jusqu'au-boutiste ». Une autre contestation de l'ordre mondial est également exprimée, mais de façon non conflictuelle, par des pays qui affichent désormais de plus en plus leur indépendance diplomatique, y compris par rapport à leurs alliés, notamment en ne respectant pas les sanctions contre la Russie (Turquie, Inde, Pays du Golfe, etc.). Ces mêmes pays marquent aussi l'affaiblissement de l'ordre hégémonique en réclamant de façon plus active une réforme des institutions internationales.

Guerre, inefficacité de la diplomatie, fractionnement géopolitique, tout pointe vers la rupture d'équilibre systémique. Cette situation explique d'ailleurs aussi – en partie – l'augmentation de la conflictualité dans le monde, qui est elle-même un accélérateur de la recomposition géopolitique, parce

¹ War and Change in World Politics, Robert Gilpin, Cambridge University Press, 1981

qu'elle impose, un peu partout, des logiques clivantes d'amis/ennemis. Tout va donc très vite car, face à la guerre, il faut choisir son camp.

Enfin, dans les périodes de déséquilibre systémique de l'ordre mondial, certains événements peuvent faire brutalement dévier la trajectoire de tout le système, exactement comme nous l'enseigne la théorie du chaos à propos des systèmes physiques en déséquilibre (de l'eau qui bout, par exemple, qui va brutalement se transformer en gaz). Ce sont précisément ce genre d'événements qui sont en train de se produire, qui peuvent nous orienter plus vite qu'on ne l'anticipe vers un nouveau cycle de puissance. Soit celui-ci sera dominé par un hégémon (cela peut d'ailleurs être un nouveau cycle américain), soit il consacrera une nouvelle guerre froide entre deux blocs, soit il donnera naissance à un monde beaucoup plus multipolaire – à condition cependant que des mécanismes institutionnels de garantie de sécurité régionale soient établis, et reconnus par tous. À ce stade, nous ne savons pas du tout quel scénario va prendre la main, mais tous les signaux et événements qui orientent vers l'une ou l'autre des hypothèses doivent être identifiés au fur et à mesure.

Précisons enfin que nous mettons volontairement de côté dans l'analyse les hypothèses d'emploi d'armes de destruction massive, non pas, hélas, qu'elles soient improbables, mais disons – euphémisme – qu'elles sont au-delà de notre seuil de compétence. Restons donc prudemment en deçà, dans le champ des scénarios sub-atomiques, dans le monde qui est encore celui d'aujourd'hui.

Six grands axes de redistribution de puissance se dessinent, dans les domaines politiques, économiques et idéologiques, qui pourraient peser sur les équilibres géopolitiques globaux.

- 1. La Russie est en plein bascule de politique intérieure et cela peut s'avérer être un point essentiel de déplacement de puissance sur la scène géopolitique mondiale.** Certes, la Russie ne s'est pas effondrée économiquement mais la situation risque de se dégrader très vite dans les mois à venir et le choc de l'économie de guerre semble difficile à tenir dans la durée. Pour l'instant, la chute du PIB russe a été limitée par le re-routage des flux pétroliers vers des clients non européens, tandis que le niveau élevé des prix de l'énergie compensait les *discounts* accordés. Finalement, les recettes nettes d'exportations énergétiques ont donc été considérables, ce qui a permis de conserver une forme d'équilibre budgétaire. Cela a soutenu à la fois l'activité économique et le rouble, permettant aussi de limiter l'inflation. Quelques secteurs ont évidemment été très impactés par les ruptures de chaînes de valeur, comme l'industrie automobile, l'aviation, la pharmacie, et le secteur IT, mais la reconstitution de nouveaux réseaux d'importations, organisés à travers une série opaque d'intermédiaires, aurait tout de même permis de compenser une large part des ruptures d'approvisionnement.

Néanmoins, cette photographie conjoncturelle n'est pas suffisante pour estimer la réalité russe, et cela au moins pour deux raisons. En ce qui concerne les sanctions, leur effet va aller croissant et va être décuplé par l'hiver, car les pièces détachées de camions commencent à manquer. Et, face à l'intensification du conflit, même les puissances les plus impliquées dans la fourniture du marché russe commencent à hésiter. Ankara vient par exemple de limiter le nombre de banques qui acceptent la carte de crédit universelle russe Mir, créée après 2014 justement pour garantir aux citoyens russes un retrait possible dans d'autres pays en cas de problème.

La Russie vacille aussi de ses propres faiblesses

La seconde raison est la plus importante : **un point de rupture politique intérieure a été brutalement franchi avec la mobilisation partielle**, car la sortie du pays de plus de 250 000 hommes en quelques jours est un événement historique. Ainsi, même si le processus devenait plus organisé dans les prochaines semaines, il est probable que le mal soit fait : la légitimité du président est remise en question par de nombreux acteurs, modérés ou au contraire plus jusqu'au-boutistes, alors que, depuis une vingtaine d'années, il avait pourtant réussi à maintenir d'assez forts taux de popularité, quelles que soient les crises géopolitiques ou économiques. La raison de cette bascule est profonde : le contrat social entre la population russe et l'État, qui était fondé sur le maintien d'une sécurité intérieure en échange d'un relatif abandon de liberté politique, est pour l'instant rompu. Et la relation du centre avec les régions va être très fragilisée, car ces dernières sont ponctionnées par l'économie de guerre à tous les niveaux : humains et économiques.

Par ailleurs, en externe, le pouvoir russe est également en grande difficulté, de plus en plus isolé diplomatiquement, et surtout en pleine perte de réputation, à la fois à cause des atrocités du conflit, mais aussi, paradoxe, à cause d'une situation de faiblesse inacceptable pour l'archétype de l'homme

fort qu'incarne Poutine aux yeux d'une partie de la population mondiale. La faiblesse n'est pas admise pour les forts. La Russie serait désormais raillée sur certains réseaux sociaux chinois et cela perturbe évidemment les populations africaines les plus pro-russes.

2. **Beaucoup de scénarios sont désormais possibles en Russie, mais, d'ores et déjà, la crise politique intérieure marque certainement la fin du rêve eurasien de V. Poutine et sonne la seconde mort de l'URSS².** Cette situation crée un risque de déstabilisation pour toutes les marges de l'empire, en l'occurrence au Caucase, en Asie centrale (voire en Arctique) et, là encore, cela ouvre la possibilité de scénarios importants de redistribution de puissance. Tous les espaces maritimes régionaux deviennent également des zones stratégiques pour les pays riverains, ce qui peut créer des tensions. Ce désordre avait déjà commencé depuis plusieurs années entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, ainsi qu'entre le Kirghizstan et le Tadjikistan, et il marquait d'ailleurs l'affaiblissement de la Russie, qui n'arrivait plus à stabiliser ses marges. Mais aucune grande puissance ne semble plus en mesure de régler ces conflits.

Évidemment, les évolutions de l'Asie centrale sont un énorme enjeu pour la Chine, car il s'agit en partie de son *hinterland* terrestre, pourvoyeur d'énergie, et totalement stratégique pour une puissance contrainte géopolitiquement sur ses côtes maritimes. La première sortie de Xi Jinping depuis le Covid a ainsi été réservée, très symboliquement, au sommet de l'Organisation de Coopération de Shanghai à Samarkand. Il y a rencontré V. Poutine, mais aussi tous les présidents d'une région qui a donc gagné en importance stratégique pour le voisin chinois. Présente aussi à Samarkand (et invitée par la Russie...), la Turquie est l'autre puissance régionale qui ne va pas laisser un espace post-soviétique se fragmenter sans en tirer profit. Le pays a d'ailleurs beaucoup plus d'atouts culturels que la Chine : le Turkestan est une réalité historique, tandis que la présence chinoise est rejetée au Kazakhstan, notamment, à cause du traitement des populations d'origine kazakhe au Xinjiang.

La première bataille dans la guerre pour l'Eurasie ?

La Chine a donc raison de craindre un « débordement du conflit », comme elle l'a déclaré aux Nations unies, car **les conséquences de la guerre en Ukraine et de l'affaiblissement russe peuvent déclencher un énorme domino stratégique**. Certains *think tanks* américains n'hésitent d'ailleurs pas à caractériser la guerre en Ukraine comme la première des batailles pour l'Eurasie – considérée depuis Mackinder, l'un des pères de la géopolitique contemporaine, comme un enjeu de puissance pour toute la géopolitique mondiale : « qui tient l'Eurasie tient le monde » ... Tout cela n'échappe pas ni à Erdogan, maître des Détroits et de la Grande Porte, ni aux Iraniens, ni aux Azéris, ni aux Arméniens, ni aux Égyptiens, ni aux pays du Golfe, ni à Israël, etc. Il faut espérer que cela n'échappe pas non plus aux Européens....

3. **Le troisième axe de puissance qui est en train de pivoter vient de l'économie : la Chine est affaiblie.** Confrontée, entre autres, à une croissance ralentie par le zéro Covid, une bulle immobilière, une défiance des consommateurs, un taux de chômage des jeunes élevé et une chute de la natalité, la Chine est entrée dans une zone d'imprévisibilité économique dont on ne connaît pas encore l'issue, que renforce le découplage technologique avec l'Occident. Conséquence géopolitique immédiate, quelles que soient les évolutions ultérieures de l'économie chinoise, la dynamique de rattrapage de puissance face aux États-Unis est forcément freinée. En fait, Pékin n'a plus les moyens économiques de ses ambitions hégémoniques, comme en témoigne d'ailleurs l'attrition financière des Nouvelles routes de la soie. Certes, cela ne supprime pas la rivalité stratégique avec les États-Unis dans le temps long, ni le risque de tensions dans le temps court. Il n'en reste pas moins **qu'aujourd'hui, la Chine aurait besoin de temps, plus que de tensions**.

Il faut que les géopoliticiens écoutent aussi l'économie !

L'économie est donc en train d'envoyer un message d'affaiblissement de puissance à des géopoliticiens occidentaux qui ne l'ont pas encore bien identifié clairement dans leur radar, car **le thème de l'ennemi chinois et la réalité du risque taïwanais font désormais effet de loupe** (paradoxe, cela a été ignoré pendant des années !). Néanmoins, pour l'instant, l'affirmation d'une Chine qui aurait « déjà gagné »³ semble décalée de la réalité économique.

² *Asie centrale – La seconde mort de l'URSS*, Tania Sollogoub, 2022

³ *Has China Won? The Chinese Challenge to American Primacy*, Kishore Mahbubani, PublicAffairs, 2020

4. **Est-ce à dire que les États-Unis ont « gagné », impression relayée par de nombreux commentateurs, renforcée par les images du front ukrainien, et par les jolies courbes ascendantes du dollar... Sur ce point précis, il ne faudrait pas se tromper dans l'analyse : la seule chose que l'on puisse affirmer aujourd'hui, c'est que la puissance américaine s'est surtout déformée**, comme elle ne cesse de le faire depuis dix ans : renforcée dans le domaine monétaire et militaire, elle ne l'est pas en matière de cohésion sociale et politique. Cet été, le président Biden a pris connaissance d'un rapport commandé par ses soins à des historiens américains, qui ont pointé⁴ une société aussi fragmentée que ce qu'elle était à la veille de la guerre civile, travaillée par des signaux de proto-fascisme⁵. Par ailleurs, en externe, la faiblesse russe n'a certainement pas freiné le discours anti-occidental dans le monde, parfois même au contraire – les votes aux Nations unies en témoignent.
5. **Tout naturellement, le cinquième axe de puissance tourne autour de la recomposition multipolaire du monde, et beaucoup de signaux économiques s'allument au vert sur cette hypothèse**, car certaines zones profitent de la situation actuelle. Ainsi, les pays du Golfe jouent pour l'instant gagnant dans la grande recomposition géoéconomique, engrangeant des excédents externes et budgétaires stratosphériques, qui tirent vers le haut même les pays les plus fragiles de la zone sur leur profil de dette, comme Oman. Mais, pour vraiment acter d'un déplacement de puissance géopolitique, encore faut-il savoir ce que ces pays vont faire de cette surliquidité et s'ils sauront s'unir suffisamment pour déployer une géopolitique régionale organisée. Cela semble le cas avec l'Égypte, désormais un pays pivot soutenue par le CCG (et par le FMI !). Cela semble aussi le cas dans la relation de la région avec Israël, qui, depuis les accords d'Abraham, joue sa partition géoéconomique dans la rapide recomposition régionale. **Reste que de nombreux obstacles structurels sont toujours puissants, qui peuvent faire dévier la trajectoire**. Ils sont géopolitiques, politiques, économiques autant que sociaux, allant, en vrac, du chômage des jeunes en Arabie, à la relation d'influence Arabie/Émirats, ou aux enjeux de transition climatique et d'industrialisation régionale. Bref, la richesse est là, mais il va falloir s'en servir à bon escient. L'Inde, quant à elle, n'est pas riche, mais elle est dans une situation stratégique de pivot dont elle profite politiquement et économiquement. Le taux de croissance élevé de son PIB va attirer les investisseurs dans un monde sans croissance, investisseurs par ailleurs à la recherche d'un nouveau point de chute pour une partie de leurs investissements chinois. Paradoxe, ce taux de croissance n'est pourtant pas suffisant pour absorber les nouveaux venus sur le marché du travail ou pour financer les besoins en infrastructure toujours énormes d'un pays sous-développé à beaucoup d'égards. **Mais, d'un point de vue géopolitique, d'Inde également, les signaux d'une aspiration à un monde plus multipolaire sont devenus très puissants**.
6. **Le dernier déplacement de puissance est le plus incertain mais peut-être le plus important à long terme : qui gagnera la guerre mondiale des idées ? Derrière le conflit en Ukraine, il y a plusieurs guerres, plusieurs espaces d'affrontement et plusieurs temporalités. Chacun de ces espaces et de ces temps doit être perçu par les entreprises qui cherchent désormais à tracer les lignes de leur politique étrangère. Car chacun de ces espaces et de ces temps peut un jour se matérialiser en risque ou en opportunité. Sur le plan idéologique, il est clair que la guerre est déjà mondiale**. Elle l'est même quasiment depuis le début, car tous les acteurs ont immédiatement contribué à cela. Mais, c'est une bataille qui va se poursuivre bien après que les armes se seront tues, car le temps de l'affrontement des idées est plus long que celui du militaire. Par ailleurs, gagner la guerre sur le terrain n'implique pas la victoire idéologique. Enfin, il faut être conscient que cette bataille-là va aussi contribuer à dessiner nos univers d'investissements, car elle va peser sur les nouveaux équilibres géopolitiques globaux. Et cela, quelle que soit l'évolution militaire à court ou long terme ; quel que soit l'affaiblissement économique et politique russe à court ou long terme.

D'une certaine façon, la dimension idéologique du conflit telle que le voit le Kremlin – une proxy-guerre entre l'Ouest et le reste du monde, dont Moscou est la tête de pont⁶ – est même en train d'échapper à la Russie en se mondialisant. Cependant, il n'y a pas à ce stade formation d'un bloc uni derrière un leader antioccidental, et cela pointe l'échec à la fois de la Russie et de la Chine à prendre ce rôle, bien qu'ils en aient convoité le leadership depuis trente ans. Mais évidemment, l'histoire n'est pas finie... Pour sa part, Pékin a pris dès le début du conflit une position consistant à ne pas se mettre en menace de sanctions économiques, tout en s'alignant idéologiquement avec la Russie sur le thème anti-Occident. Cette stratégie a été qualifiée d'ambiguë mais, en procédant ainsi, la Chine cumule pourtant

⁴ *Historians privately warn Biden that America's democracy is teetering*, The Washington Post, August 2022

⁵ « Reconnaître le fascisme », Umberto Eco, Éd. Grasset, 1997

⁶ *"This war is a kind of proxy war between the West and the rest – Russia being, as it has been in history, the pinnacle of "the rest" – for a future world order"*. S. Karaganov, avril 2022, interview dans *The New Statesman*

certaines avantages stratégiques : pas de rupture économique nette avec l'Occident, qu'elle serait sans doute incapable d'assumer aujourd'hui, mais une position de récupération du capital idéologique russe. Patience donc, éviter la guerre, et laisser travailler les événements à son avantage. Du Sun Tzu dans le texte. Il faut dire qu'à Pékin, la guerre idéologique mondiale a été théorisée – mais après les États-Unis et l'URSS ! – avec le concept des « trois guerres » – à savoir la guerre de l'opinion (rallier à sa cause, déclencher des émotions), la guerre psychologique (démoraliser les forces armées, briser la confiance entre le peuple et le gouvernement des pays ennemis) et la guerre du droit (utiliser ou créer des lois pour dissuader, contraindre ou punir)⁷.

Ce détournement et cette utilisation institutionnalisée du droit international pour faire évoluer un rapport de force géopolitique ont d'ailleurs donné naissance à un concept, issu au départ des milieux néoconservateurs américains, mais qui prend partout, depuis plusieurs années, une énorme importance stratégique : le « lawfare »⁸. Comme le détaille Amélie Ferey dans une étude de l'Ifri, le *lawfare* adopte aujourd'hui quatre formes principales : « l'aménagement des contraintes juridiques par la réinterprétation de normes existantes ; l'émission de nouvelles normes au moyen d'un lobbying juridique mis au service d'une stratégie de puissance ; la mobilisation des effets du droit pour contraindre un acteur par une judiciarisation stratégique ; l'utilisation du droit comme arme réputationnelle ».

Les pièges du *lawfare*

Décuplé par la puissance des réseaux sociaux, qui rendent l'espace intellectuel global fragile et « liquide⁹ », le *lawfare* est aussi en train de devenir l'un des outils les plus puissants de la guerre idéologique et, *de facto*, la source de nombreux risques opérationnels pour les entreprises. **Cette guerre exemplarise à l'extrême les évolutions du *lawfare* depuis vingt ans mais aussi ses paradoxes.** Alors qu'il est depuis longtemps l'instrument de domination hégémonique des États-Unis (*via* l'extraterritorialité du droit et la guerre économique), il est aussi devenu l'arme de guerre de toutes les puissances ennemies des États-Unis. Aujourd'hui, le discours juridique alternatif russe sur le droit à l'intervention est très puissant en externe comme en interne, avec cette construction de l'espace post-soviétique fondée sur une redéfinition juridique de la diaspora. Ce discours de la loi a donné peu à peu de la substance à l'obsession d'une réécriture de l'histoire et dès 2008, était créée une organisation intitulée « Russkiy mir », dédiée aux trente millions de personnes qui résident en dehors des frontières de la Russie mais qui entretiennent avec elle des liens ethniques, juridiques et culturels. C'est ce discours qui a pris la main sur le cœur de l'État et de la société russe.

Reste que pour l'instant, même si la guerre est un puissant accélérateur de débats, le bloc idéologique antioccidental est surtout une nébuleuse hétéroclite sans véritable union ni stratégie de réforme, dans laquelle se côtoient différents types de régimes, différentes stratégies géopolitiques, différentes mouvances politiques à l'intérieur même des pays. À l'extrême, il y a la dénonciation d'un double discours occidental sur les Droits de l'Homme, avec cette idée d'un deux poids, deux mesures, qui traverse l'histoire de l'après-guerre. C'est aussi sur ce point que se structure une partie de la critique de la démocratie. Dans le même registre, il y a également la méfiance des régimes autoritaires vis-à-vis de la géopolitique des Droits de l'Homme qui les menace directement. Citons aussi les positions ambiguës de certains pays vis-à-vis de l'idée de souveraineté territoriale, surtout pour ceux ayant des ambitions de conquête ou des conflits territoriaux larvés. À tout cela se greffe enfin l'héritage du tiers-mondisme et du non-alignement des années 60, pour lequel le rejet de l'Occident fait écho au rejet du capitalisme financier. L'entretien du Brésilien Lula dans le *Times* est par exemple très révélateur de ce qui se passe dans de nombreux pays d'Amérique latine, qui renvoient dos à dos les présidents russe et ukrainien dans la responsabilité de la guerre et dénoncent surtout le blocage des Nations unies, appelant à une réforme des institutions mondiales.

⁷ https://www.liberation.fr/international/asi-pacifique/operations-dinfluence-les-trois-querres-du-parti-communiste-chinois-20210921_BVEZX45WV5GRZDWJITVOFQLU6E/

⁸ https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ferey_guerre_des_normes_2022.pdf

⁹ Voir les travaux de Zygmunt Bauman sur le concept de société liquide

Le conflit en Ukraine a donc, pour l'instant, trois effets sur la carte de la puissance idéologique :

- Le premier, c'est que la matérialisation par les armes russes d'une critique radicale d'un Occident ennemi trouve un écho idéologique dans de nombreux pays. Et il n'est pas évident que le débat sur le génocide atténue cet écho. S'il est perçu comme un outil du *lawfare* occidental, il risque même le renforcer.
- Le second, c'est d'accélérer l'autonomie géopolitique des puissances intermédiaires et donc la multipolarisation du monde, y compris en matière de gouvernance et de norme juridique.
- Le dernier, c'est **la réouverture du vieux débat sur la refonte des organisations internationales. Ce débat va devenir essentiel**, y compris dans un éventuel processus de paix sur le terrain ukrainien. Car ce processus ne pourrait pas faire l'économie de cette réflexion institutionnelle plus globale sur l'ordre du monde.

Les évolutions de la guerre ont donc renforcé l'alignement occidental, et notamment celui de l'Europe vis-à-vis des États-Unis, mais elles ont aussi renforcé la tendance au non-alignement d'autres pays dans le monde, BRICs en tête. Par ailleurs, la perception d'une rareté des ressources oblige aussi tous les États, même les plus petits, à repenser leur sécurité d'approvisionnement, et donc leurs alliances et le dessin de leurs chaînes de valeur. Pour beaucoup de pays occidentaux, construire une « mondialisation des amis » est une partie de la réponse et une façon de choisir ses dépendances : on ne sort pas totalement de la mondialisation mais on essaie de maîtriser le risque. Mais, pour des pays plus lointains, moins avancés, ce qui est surtout retenu de la crise du Covid est l'absence de solidarité des pays occidentaux. Et puis, le souvenir d'un président Trump n'est pas loin, son ombre non plus, qui incite aussi à une certaine méfiance quant à la solidarité du pilier de l'alliance occidentale des amis... **Tous ces pays vont donc cultiver, à leur façon et avec leurs moyens, un maximum d'ambiguïté stratégique et d'alliance de proximité.**

Donc ? L'heure des choix ?

La guerre en Ukraine, le Covid, l'affrontement sino-américain sont donc en train de changer les équilibres de puissance et la stratégie géoéconomique de tous les États. La carte idéologique mondiale est également en train d'évoluer. Dans un tel moment de déséquilibre et de possible bifurcation, les décisions des hommes vont être déterminantes : certains choix, certaines stratégies, peuvent avoir des conséquences historiques.

Choix au Kremlin, bien sûr, entre la poursuite d'une terrifiante montée aux extrêmes ou la construction d'un chemin vers la paix. Heure des choix également aux États-Unis qui peuvent avoir la tentation – l'hubris ? – de pousser leur avantage à la fois face à la Russie et face à la Chine affaiblie, afin d'établir le *tempo* d'une géopolitique des Droits de l'Homme, qui fondera en même temps un nouveau cycle hégémonique à leur main. Le voyage de Nancy Pelosi, la présidente américaine de la Chambre des Représentants, en août dernier, laisserait redouter ce genre de scénario. L'heure des choix, également, en Chine, où la géopolitique mais aussi l'idéologie politique semblent l'avoir emporté ces dernières années sur l'habituel pragmatisme économique chinois, clairement au détriment de la trajectoire de développement du pays. Le choix et le bon équilibre entre économie, géopolitique et idéologie sera l'un des grands enjeux de son XX^e Congrès et la nomination du Premier ministre donnera une indication importante des orientations prises par le gouvernement chinois.

Choix enfin, surtout peut-être, pour tous les peuples du monde, dont beaucoup sont déjà lourds de ce *Monde sans sommeil* dont souffrait Stefan Zweig, car « il n'existe pas d'indifférence quand les réalités changent, nul ne se tient en sécurité sur son rocher, à regarder, souriant, se soulever les flots. En toute connaissance de cause ou à son insu, chacun est emporté par le courant, sans savoir où il le mène. Personne ne peut se couper des autres ».

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
27/09/2022	<u>Angola – L'économie reprend son souffle sous le redressement du marché des hydrocarbures</u>	Afrique et Moyen-Orient
26/09/2022	<u>France – Face au choc d'inflation, des mesures pour protéger le pouvoir d'achat</u>	France
26/09/2022	<u>Colombie – Combiner priorités sociales fortes et souci de préservation d'une réputation de sérieux...</u>	Colombie
26/09/2022	<u>Zone euro – Les enquêtes d'activité confirment un recul de la croissance au T3</u>	Zone euro
23/09/2022	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
22/09/2022	<u>Mexique – Budget 2022 : scénario optimiste</u>	Mexique
22/09/2022	<u>L'erreur des banques centrales face à l'inflation : des critiques faciles, à nuancer</u>	Monde
22/09/2022	<u>Inde – Résister face aux vents contraires</u>	Inde
21/09/2022	<u>Espagne – Les effet du plafonnement des prix du gaz</u>	Espagne
20/09/2022	<u>Royaume-Uni - Regard sur la conjoncture de la semaine écoulée</u>	Royaume-Uni
19/09/2022	<u>Europe – Les 27 un peu plus unis sur l'énergie</u>	Europe
16/09/2022	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
16/09/2022	<u>Pologne – L'inflation met à mal la résilience économique</u>	PECO
15/09/2022	<u>Royaume-Uni – Un plan colossal de soutien à la demande face à la crise énergétique</u>	Royaume-Uni
14/09/2022	<u>Parole de banques centrales – BCE : du guidage des anticipations à la gestion du risque de crédibilité, quel signal au-delà du bruit ?</u>	Europe
14/09/2022	<u>Chine – Le 20e Congrès pour seul cap</u>	Chine
13/09/2022	<u>Europe – Les 27 testent leur unité au travers du plafonnement du prix du gaz et de l'électricité</u>	Europe
13/09/2022	<u>Italie – Rebond du PIB au T2</u>	Italie
09/09/2022	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille**Rédacteur en chef** : Armelle Sarda**Documentation** : Dominique Petit – **Statistiques** : Robin Mourier, Alexis Mayer**Secrétariat de rédaction** : Sophie GaubertContact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr**Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :****Internet** : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>**iPad** : application **Etudes ECO** disponible sur App store**Android** : application **Etudes ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.